

SOCIAL ■ Un Centre de contact avec cinquante postes doit ouvrir à Nevers, la CGT et Solidaires s'inquiètent

Les syndicats des Finances publiques opposés au Centre

L'inquiétude monte pour les syndicats CGT et Solidaires des finances publiques de la Nièvre. Un Centre de contact (CDC) doit voir le jour en septembre, à Nevers, mais la crainte que les postes déjà pourvus dans la Nièvre soient transférés à ce nouveau service a fait sentir.

Au total, cinquante postes doivent être créés dans la Nièvre aux Finances publiques pour septembre. Il pourrait s'agir d'une bonne nouvelle, mais la CGT et Solidaires ne le voient pas de cet œil.

Le centre des Finances publiques de Nevers doit voir arriver cinquante nouveaux postes pour un centre de contact. Ce service, un plateau téléphonique, a pour but de répondre aux questions des usagers à l'échelle nationale. Ce que déplorent eux syndicats nivernais. Nous sommes actuellement à moins quinze en

n'avons pas signé pour ça ».

Nadège Riclafe, également de la CGT, se désolait de cette nouveauté : « Cinquante postes dans la Nièvre oui, mais il ne faut pas s'attendre à avoir affaire avec eux. Ils seront les interlocuteurs d'autres départements. C'est toujours nous qui nous occupons des Nivernais, mais avec toujours de moins en moins de moyens ». « Entre 2008 et aujourd'hui, nous avons perdu 140 postes », ajoute Christine Raiguillat.

« De la poudre aux yeux »

Sur les cinquante postes ouverts, sept seraient déjà pourvus. Les syndicats ont du mal à s'imaginer comment de tels postes pourraient être pourvus d'ici septembre : « On craint que la direction ne fasse appel à des contractuels. Je vous laisse imaginer le bazar. Des personnes qui ne sont pas

sur les mêmes grilles de salaires, pas les mêmes formations, qui n'ont pas notre déontologie ».

« Je ne forcerai personne à y travailler »

Frédéric Guillaume relate : « Nous sommes complètement opposés à ce centre et ses méthodes de travail avec des horaires à rallonges. Les services publics et de proximité disparaissent encore davantage. »

Nadège Riclafe conclut : « C'est tout simplement de la poudre aux yeux, ces cinquante postes. Les Finances publiques de la Nièvre n'iront pas plus vite dans leurs missions ».

Dominique Cornut, directeur des Finances publiques de la Nièvre, dément certains propos des syndicats et se veut rassu-

rant : « Le CDC de la Nièvre n'a rien de différent des autres. Ce sont tous des services départementaux. Concernant les modalités de travail, oui, il est prévu que des samedis soient travaillés ou parfois tard le soir. Mais seulement en théorie. En pratique, ce n'est quasiment jamais le cas ». Le directeur est d'ailleurs fier de ce centre : « On crée cinquante postes. Il n'est pas question de vider les autres services et je ne forcerai personne à y travailler ».

Dominique Cornut ajoute qu'il entend les difficultés des agents face au manque de personnel. « C'est un problème national. En revanche, toutes les missions ont été menées à bien et aucune défaillance n'a été constatée. Faire appel à des contractuels n'est pas à l'ordre du jour. »

Simon Dubois



NIÈVRE. Les Finances publiques de la rue Camille-Boynac.

PHOTO CHRISTOPHE MASSON

géré par notre directeur départemental, contrairement aux autres CDC qui dépendent directement de Bercy. On se doute bien qu'il y aura des mobilisations d'agents déjà en service dans cette centrale d'appel. C'est un grand "non" pour nous. Nous

termes d'effectif pour mener à bien nos missions. Là, on ouvre cinquante postes qui n'ont rien à voir avec la Nièvre », déplore Frédéric Guillaume, de Solidaires.